

Mairie de Pignans

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Département du VAR

Arrondissement de BRIGNOLES

DEL . 86 / 2022

Nombre de Membres

L'An deux mil vingt-deux, le Lundi 17 Octobre ,

En exercice : 26

De Présents : 20

De votants : 26  
de ses

Le Conseil Municipal étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel  
séances après convocation légale, sous la présidence de M. BRUN Fernand,  
agissant en qualité de Maire.

Etaient présents : M. AIGUESPARSES Cédric-M. ARCUCCI Patrick-Mme  
AURIOL Anne-M. BUCAIONI Claude-M. CAMARA Célestin-Mme DUPONT  
Karine- M. FERRARI Fabien-Mme GACNIK Marie-France-M. HERAUD  
Jean-François-Mme NICODEMO Mélissia -Mme PRUNET Sophie-M. ROSSI  
Patrick-Mme SCOTTO Fabienne- M. SEIGNOBOS Jean-Luc-M. TASSY  
Jacques-Mme THIERRY Martine-Mme TROISI Valérie-Mme YZQUIERDO  
Laurence-Mme MARTIN Pascale- Mme PRUNET Sophie .

Procurations : M. ADAM Stéphane donne procuration à M. CAMARA Célestin.  
M. BENEDETTO Nicolas donne procuration à Mme NICODEMO Mélissia.

Mme BOUCHER Julie donne procuration à M. ROSSI Patrick

M. FRELIER Laurent donne procuration à Mme DUPONT Karine.

M. HURET David donne procuration à Mme SCOTTO Fabienne

M. SANTONI Jean donne procuration à M. BRUN Fernand

Etaient absents excusés- : NEANT

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121.15 du Code Général des  
Collectivités Locales à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil,  
Mme THIERRY Martine ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné  
pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées

**Délibération portant création de la fonction de correspondant incendie et  
secours et désignant l' élu en charge .**

Monsieur le Maire expose que la loi dite « Matras » n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 a, entre  
autres mesures, prévu qu'un correspondant « incendie et secours » devra être **désigné** dans les conseils  
municipaux des **communes** qui ne disposent pas d'adjoint au maire ou de conseiller municipal chargé  
des questions de **sécurité** civile, dans les trois mois de parution du décret du 29/07/2022. Ce qui est le  
cas pour la commune de PIGNANS.

-Fonctions de l' élu sécurité

- Participer à l'élaboration et la modification des arrêtés, conventions et documents  
opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours qui relève,  
le cas échéant, de la commune ;
- Concourir à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation des  
habitants de la commune aux risques majeurs et aux mesures de sauvegarde ;

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance publique.

**BRUN Fernand**

**Maire de PIGNANS**

**THIERRY Martine**

**Conseillère municipale**

**Secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thierry', with a large, sweeping flourish underneath.





Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le

ID : 083-218300929-20221017-DEL882022-DE

Reçu en préfecture le 25/05/2022

Affiché le

SLG

ID : 083-288300411-20220519-2022\_34-DE



## Convention d'adhésion au Service « Assistance Retraite » du Centre de Gestion du Var

### CONCLUE ENTRE :

Le **Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale Var**, 860 route des avocats - **CS 70576 - 83 041 Toulon cedex 9**, représenté par son Président Monsieur SIMON Christian, dûment habilité par la délibération N° 2022- du Conseil d'Administration du 19/05/2022,

d'une part,

### ET :

**La Collectivité/ l'Etablissement** (nom, type,) .....

N° SIRET).....

ci-dessous désigné(e) par le terme « la collectivité », représenté(e) par

M./Mme.....

Maire/Président dûment autorisé(e) à cet effet par une délibération de l'organe délibérant en date du ...../...../.....

d'autre part,

### EN REFERENCE AUX TEXTES CI-APRES :

- VU le Code Général de Fonction publique, et notamment, ses articles L. 452-30 et L. 452-41 ;
- VU la Loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;
- VU le décret n° 2011-796 du 30 juin 2011 relatif à la suppression du traitement continué dans les régimes de pension de retraite des fonctionnaires,
- VU la délibération n° 2022- du Conseil d'administration du 19/05/2022 autorisant la signature d'une convention avec les collectivités et établissements publics affiliés ayant moins de 150 agents au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Var.

Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le

ID : 083-218300929-20221017-DEL882022-DE

Reçu en préfecture le 20/09/2022

Affiché le

ID : 083-288300411-20220519-2022\_34-DE

## **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

L'article L. 452-41 du Code Général de Fonction publique permet aux Centres de gestion d'assurer toute tâche en matière de retraite et d'invalidité pour le compte des collectivités territoriales affiliées et de leurs établissements publics affiliés. Auparavant, les Centres de gestion apportaient seulement leur concours à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivité Locales (CNRACL). Désormais, ils remplissent une mission générale en matière de retraite et d'invalidité pour le compte des employeurs publics locaux.

Par ailleurs, les Centres de gestion apportent dorénavant leurs concours aux régimes de retraite pour informer les actifs de leurs droits et pour recueillir et traiter les données relatives à la carrière et aux cotisations des agents.

### **ARTICLE 1 - BASE JURIDIQUE**

La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L. 452-41 du Code Général de Fonction publique.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

A la demande de la collectivité, la présente convention règle les conditions d'intervention du service «**Assistance retraite** » pour l'établissement des dossiers CNRACL et la reprise d'antériorité des agents de la collectivité signataire. Sont concernés les collectivités et établissements publics locaux affiliés de moins de 150 agents.

### **ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA MISSION**

Le Centre de gestion du Var prendra exclusivement en charge la confection ou le contrôle des dossiers CNRACL indiqués ci-dessous :

- L'affiliation (ANNEXE 1)
- Le dossier de liquidation de pension (ANNEXE 2)
- Simulation de calcul à la demande de l'agent
- Le droit à l'information (ANNEXE 3) : envoi des données dématérialisées devant être transmises à la CNRACL (Simulation de calcul cohortes et gestion des comptes individuels retraite).
- La demande de régularisation de services
- La qualification des comptes individuels retraite
- La validation de services de non titulaire
- Le rétablissement au régime général et à l'IRCANTEC (RTB)
- La correction des comptes individuels retraite
- La correction des anomalies des Déclarations Individuelles

**SAISIE  
SAISIE  
SAISIE  
SAISIE**

**CONTROLE  
CONTROLE  
CONTROLE  
CONTROLE  
ASSISTANCE  
ASSISTANCE**

### **ARTICLE 4 - CONDITIONS D'INTERVENTION**

A la demande expresse de la collectivité signataire, l'intervention du Centre de gestion pourra inclure des études sur les départs à la retraite avec réalisation d'une estimation de pension CNRACL ainsi qu'un entretien particulier avec l'agent de la collectivité (sur rendez-vous dans les locaux du CDG 83 et par l'intermédiaire de la collectivité).

Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le

ID : 083-218300929-20221017-DEL882022-DE

Reçu en préfecture le 20/10/2022

Affiché le **5 2 0**

ID : 083-288300411-20220519-2022\_34-DE

Par ailleurs, en cas d'annulation d'une intervention du fait de la collectivité, les traitements seront retournés. En revanche, il sera facturé à la collectivité un forfait de 10 euros par dossier retourné.

Enfin, la collectivité s'engage à fournir au service « Assistance retraite » du Centre de gestion tous les justificatifs qu'il jugera utile pour l'accomplissement de sa mission.

## **ARTICLE 5 - MODALITES DE PAIEMENT**

La collectivité participera aux frais d'intervention selon un tarif fixé par délibération du Conseil d'Administration du Centre de gestion et présenté ci-après :

Type de dossier	Participation financière
Affiliation	10 €/dossier
Liquidation de pension (normale, invalidité, réversion, carrières longues)	110 €/dossier
Simulation de calcul sur demande de l'agent	
Simulation de calcul (Cohorte)	
Demande d'avis préalable	
Gestion des comptes individuels retraite (Cohorte)	

Il est précisé que tout commencement d'intervention sera facturé au minimum 10 € pour couvrir les frais de facturation.

### **Conditions financières**

La revalorisation des conditions financières pourra être arrêtée unilatéralement par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Var et notifiée à la collectivité qui sera alors en mesure de résilier la convention conformément aux dispositions de l'ARTICLE 9.

### **Modalités de versement**

Le recouvrement des frais de la mission sera assuré dans un délai de 30 jours à compter de l'émission d'un titre de recettes par le Centre de Gestion Var.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera versé à :

**Trésorerie Municipale de Toulon**  
**Banque de France Toulon**  
**30001 00831 C8330000000-27**

## **ARTICLE 6 – AVENANT**

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant qui ne pourra produire d'effet que s'il fait l'objet d'un écrit régulièrement signé par les parties. En conséquence, tout amendement unilatéral des termes de la présente convention, à l'exception des changements tarifaires, aura pour effet la résiliation de la convention.

Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le

ID : 083-218300929-20221017-DEL882022-DE

Affiché le

ID : 083-268300411-20220519-2022\_34-DE

## **ARTICLE 7 - RESPONSABILITE**

Le Centre de Gestion du Var n'assurant qu'une mission d'aide et de conseil, la responsabilité du Centre de Gestion du Var et de ses agents intervenants ne peut en aucune manière être engagée en ce qui concerne les décisions retenues par la collectivité et de leurs suites.

La mise en œuvre des recommandations, avis ou suggestions formulés par les agents du Centre de Gestion du Var appartient toujours à l'autorité territoriale qui est donc invitée à vérifier l'ensemble des documents émis dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION ET RECONDUCTION**

La présente convention est consentie pour une durée de trois ans renouvelables par reconduction expresse. Elle prendra effet au plus tôt le **1<sup>er</sup> juillet 2022** et sera donc applicable trois ans à compter de la date précitée.

Sauf résiliation anticipée prévue à l'ARTICLE 9 par l'une ou l'autre des parties, la présente convention prendra fin le 30 juin 2025.

Toute demande d'adhésion au service « Assistance retraite » postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2022 sera examinée par le Centre de Gestion du Var, sans pour autant que les engagements conventionnels qui en découlent ne portent au-delà de l'échéance prévue au 30 juin 2025.

## **ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

### **Résiliation anticipée**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au 31 mars de chaque échéance annuelle au plus tard. Passé cette date, les engagements conventionnels seront maintenus pour l'année suivante.

Chaque partie a donc la possibilité de résilier la présente convention de façon anticipée et ce, indépendamment de toute faute ou dommage causé par l'autre cocontractant.

La partie qui entend résilier la présente convention est tenue de le signifier à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception en exposant les motifs de sa décision, et ce, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois qui court à compter de la réception dudit courrier.

### **Résiliation amiable**

À tout moment les parties peuvent s'entendre d'un commun accord pour mettre fin à la présente convention de façon anticipée.

### **Résiliation pour non-exécution**

La présente convention est résiliable de plein droit par chacune des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs obligations prévues dans les dispositions du présent accord et ce après mise en demeure de la partie défaillante restée sans effet pendant un délai d'un mois.

Cette résiliation ne deviendra effective que trois mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé réception exposant les motifs de cette décision.

L'exercice de cette faculté ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations pour lesquelles elle a contracté jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le

ID : 083-218300929-20221017-DEL882022-DE

Affiché le

SLO

ID : 083-288300411-20220519-2022\_34-DE

**En cas de résiliation, la participation financière restant due par la collectivité au Centre de Gestion du Var est exigible à compter de cette même date et devra être mandatée sous un délai de 30 jours.**

## **ARTICLE 10 - EXECUTION ET LITIGES**

Les parties s'obligent réciproquement à l'entière exécution de la présente convention.

En cas de réelles difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de leurs obligations, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. A cet effet, la partie la plus diligente saisira l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de règlement amiable, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Toulon.

**Tribunal Administratif de Toulon  
5 Rue Racine  
83000 Toulon**

Fait à LA CRAU, le

Le Président du CDG 83  
**Christian SIMON**

Le Maire (ou le Président)





